



Les Unions Départementales CFDT, CGT, FSU, UNSA et Solidaires du Rhône dénoncent les plans d'austérité injustes, dangereux pour l'activité et l'emploi, inefficaces pour réduire la dette.

La France et l'Europe sont confrontées à une crise économique et sociale profonde.

Des millions de travailleurs, en France et en Europe, voient leur emploi détruit ou menacé et le niveau de leur protection sociale remis en cause.

Dans ce contexte, après un premier plan de rigueur annoncé en août, le gouvernement vient de décider d'une nouvelle série de mesures d'austérité.

Ces mesures inévitables et injustes :

- font porter principalement les efforts sur les salariés et impactent leur pouvoir d'achat ;
- font l'impasse sur le besoin de relance et de soutien à l'activité et à l'emploi et dégradent la qualité des services publics.

Après la taxe sur les complémentaires santé, la poursuite des remboursements, le gouvernement décide d'augmenter d'un jour la carence en cas d'arrêt maladie. Il s'en prend aux salariés malades, tous assimilés à des fraudeurs. Il rend de plus en plus difficile l'accès aux soins d'une part importante de la population.

Dans le même temps, les efforts demandés aux plus aisés restent symboliques et des niches fiscales inefficaces et injustes sont laissées en l'état.

Ces mesures sont économiquement inefficaces pour réduire l'endettement : elles réduisent l'activité au risque d'une spirale infernale qui mène à la récession.

Les organisations syndicales interpellent gouvernement et patronat pour des mesures justes et équitables afin de lutter contre la spéculation, relancer la croissance économique et soutenir l'emploi, assurer des services publics de qualité.

Elles demandent en particulier au gouvernement de :

- mettre fin à la défiscalisation des heures supplémentaires, défavorable à l'emploi, inégalitaire et coûteuse (4 milliards d'euros) ;
- faire contribuer les hauts revenus par la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu et supprimer les niches fiscales inefficaces ;
- conditionner les aides aux entreprises à leur politique sociale ;
- renoncer au doublement de la taxe sur les complémentaires santé et abandonner l'instauration des jours de carences supplémentaires.

Les unions départementales CFDT, CGT, FSU, UNSA et Solidaires du Rhône soutiennent et agissent avec les syndicats et les salariés des entreprises ARKEMA, LEJABY, VENINOV, SANOFI... où les emplois sont menacés.

Les organisations syndicales appellent tous les salariés à agir pour se faire entendre des décideurs (gouvernement, élus, responsables d'entreprise) dans la période du 1er au 15 décembre 2011. Leurs syndicats et sections syndicales sont appelés à prendre des initiatives communes.

Les Unions Départementales CFDT, CGT, FSU, UNSA et Solidaires du Rhône appellent à participer au rassemblement qu'elles organisent le

Mardi 13 décembre de 11h30 à 14h

29 cours de la Liberté – Lyon 3è

Dans le square face au Conseil Général du Rhône

Ce rassemblement sera l'occasion d'interpeller Michel Mercier, ministre du gouvernement Fillon.

Les unions départementales CFDT, CGT, FSU, UNSA et Solidaires du Rhône, qui agissent unitairement depuis 2009, se rencontreront à nouveau début 2012 pour faire le point et envisager de nouvelles initiatives.